



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°475 (4 OCTOBRE 2026)

VISITE DU PAPE ET BILAN DES BUDGETS MACRON

APRÈS LE CANADA, LE VATICAN, DERNIÈRE CHANCE DE L'EUROPE ?

Introduction

Philippe Meyer :

Au quatrième jour de sa présence en France, le pape Léon XIV s'est rendu à Metz, aux rencontres intitulées « *Aux racines de l'Europe pour la paix et l'unité* ». Il a prononcé un discours pour « *retrouver les fondements premiers* » de la déclaration Schuman de 1950. Dans la liste des étapes proposées il y a plusieurs mois par le cardinal Jean-Marc Aveline, grand ordonnateur de cette visite apostolique, figuraient trois autres cités symboliques : Ars-sur-Formans, Lisieux, et Lyon. Mais Léon XIV a choisi « *Metz, à cause de l'Europe !* », a indiqué le cardinal. À Metz donc, le pape a lancé à l'Europe un appel « *à sa survie* » à travers la « *redécouverte de ses racines* » et « *l'ouverture au dialogue avec l'autre* ». Léon XIV a décrit la façon dont l'ensemble de l'Union européenne a appris à fonctionner depuis sa fondation, où chaque accord se fait au prix de compromis parfois difficiles, mais qui permettent de maintenir des relations pacifiques entre pays qui se sont longtemps combattus. Ainsi, l'Europe est présentée comme un exemple pour le maintien de la paix entre ses membres. Il a notamment loué le modèle de réconciliation franco-allemand, rendu possible par l'action de catholiques : la plupart des pères fondateurs étaient des démocrates-chrétiens ou des sociaux-démocrates. La paix, telle que la conçoit Léon XIV, doit être fondée sur le respect du droit international, la poursuite du désarmement, et le multilatéralisme, qui suppose un dialogue continu entre les nations, sur un pied d'égalité. Sans nommer l'Ukraine, le pape Léon XIV a expliqué qu'il « *fallait faire preuve de courage dans la négociation* » et « *être prêt à sacrifier certaines*

positions pour le bien supérieur de la paix » en Europe. Le pape dit se défendre toutefois d'un « irénisme naïf » et s'inspirer des pères fondateurs de l'Europe. Sur les migrants, comme aux îles Canaries en juin 2026, Léon XIV a réclamé des « voies légales et sûres » : accueillir, c'est intégrer « comme dans sa propre famille ». Le propos tombe trois mois après le vote, au Parlement européen, d'un « règlement retour » qui ouvre la voie à des centres d'expulsion hors de l'Union et deux mois après la crise migratoire à Ceuta.

Léon XIV sait que l'année 2027 sera jalonnée de nombreuses élections importantes en Europe. En France, où l'extrême droite menace, il a interpellé des citoyens qui forment « *ensemble un peuple au sein duquel la diversité des origines contribue à vivifier la vie démocratique et [à] enrichir l'art de vivre ensemble* ». Dans l'avion qui le ramenait à Rome, il a déclaré au sujet de la montée de l'AfD en Allemagne : « *on observe une certaine tendance à associer ces points de vue d'extrême droite à une forme particulière de religion* », ajoutant que « *cela ne constitue pas une expression authentique du christianisme* ».

Michaela Wiegel :

Il a fallu un pape américain venu de Chicago pour nous rappeler, à nous Européens, nos racines chrétiennes et nous encourager à poursuivre l'œuvre d'unification et d'intégration européenne. En 1988, le pape Jean-Paul II était aussi venu à Metz, et avait alors donné de l'espoir de l'autre côté du rideau de fer, en encourageant notamment la population polonaise, mais pas seulement, à ne pas avoir peur. Il y a une coïncidence assez évidente avec ce pape américain, venu d'un pays dont le président est, c'est le moins qu'on puisse dire, peu favorable à l'Union européenne et fait tout pour diviser, diminuer et affaiblir la construction européenne. Léon XIV, au contraire, nous encourage tous, chrétiens et non-chrétiens, à être fiers de ce qui a été construit pendant une longue période et à poursuivre cette œuvre dans des relations internationales qui deviennent de plus en plus barbares.

Il est également très intéressant de voir comment il essaie de tirer Robert Schuman de l'oubli. On se souvient assez souvent de 1950 et de la présentation du plan Schuman, mais la dimension chrétienne-démocrate de la construction européenne est beaucoup moins rappelée. J'en veux pour preuve Bruno Retailleau, qui affirmait dans un récent entretien que Robert Schuman n'avait rien de fédéraliste. C'est tout de même tordre la réalité de ce que fut la Communauté européenne du charbon et de l'acier : l'idée originale et créative consistait justement à fédéraliser, à mettre en commun entre six pays la production du charbon et de l'acier, essentielle à la guerre qui avait précédé. Alors que les forces chrétiennes-démocrates, après les forces sociales-démocrates, sont aujourd'hui en grande faiblesse, il est important de rappeler les racines chrétiennes de l'Europe, notamment cette idée d'égalité entre les hommes.

J'ai également trouvé remarquable que le pape s'exprime pour la première fois à Metz sur sa motivation profonde. Il a parlé de son père qui, jeune homme, était soldat lors du débarquement en Normandie, et il a dit : « *j'ai grandi dans l'esprit de la libération et de l'unité* ». Ce pape américain croit profondément que, pour surmonter nos divisions en Europe, la méthode européenne des compromis, souvent laborieux et qui ne produisent pas de résultats immédiats, reste la bonne. Il rappelle aussi l'importance du droit dans les relations entre les États, mais également au sein des États, alors que l'on voit aujourd'hui, dans tous les pays européens, des remises en cause de l'État de droit, notamment dans la gestion des flux migratoires, mais pas seulement. Il rappelle également l'importance du multiculturalisme, au moment où des voix s'élèvent contre des organisations comme l'ONU et d'autres acteurs du multilatéralisme. Enfin, j'ai trouvé vraiment dommage que cette dernière étape, à la fois spirituelle, pastorale et politique européenne, n'ait pas permis d'associer davantage d'autres pays européens, et en premier lieu l'Allemagne. La ministre-présidente de la Sarre a bien été invitée, mais ce n'était pas le bon niveau. Il est regrettable qu'en raison d'invitations trop tardives et d'un protocole visiblement mal accordé, on n'ait pas réussi à en faire un véritable moment européen. Dieu sait combien nous avons besoin de moments où l'Europe se montre véritablement unie ! Il y avait là une occasion rêvée, elle a été gâchée.

Jean-Louis Bourlanges :

Lorsque nous avons consacré une émission, il y a quelques mois, à son encyclique sur l'intelligence artificielle, j'avais rappelé combien Léon XIV défendait profondément les valeurs de civilisation qui sont celles des Européens et des Français, notamment depuis la Seconde Guerre mondiale. J'avais conclu, par une proposition évidemment peu réaliste, qu'après avoir lu l'encyclique, un problème était résolu : celui de la sélection du candidat du Bloc central à la prochaine élection présidentielle. Ce ne pouvait être que le pape ! C'est

exactement ce qu'il vient de réaffirmer à travers son discours sur l'Europe et, plus généralement, sur la société internationale. Le discours de l'UNESCO, celui de l'Élysée, celui de Metz : tout cela va ensemble.

Je suis très frappé par le fait qu'il définit véritablement une troisième voie, qui n'est ni celle de Trump ni celle de Poutine, et qui n'est pas exactement celle de son prédécesseur. François était assez décroché par rapport à l'Europe ; Léon XIV ne l'est pas. Il essaie de tenir ensemble les deux bouts de la chaîne : la fidélité au monde émergent et les devoirs qu'il nous impose, *et* la fidélité aux valeurs fondamentales de l'Europe, telles que nous n'avons pas entièrement réussi à les détruire entre 1914 et 1945. Il faut aussi mesurer ce que représente le ralliement de l'Église aux valeurs démocratiques et libérales : il est récent. La rupture a été très lente, très progressive, avec Pie XI, puis surtout Jean XXIII et Paul VI. Léon XIV n'a d'ailleurs pas suffisamment fait référence à Paul VI. Il a tenu, notamment dans son discours de l'Élysée, à évoquer l'héritage des Lumières. Il faut imaginer ce que signifiait, pour un catholique du XIXe siècle, cet héritage, alors que le libéralisme politique faisait l'objet d'une dénonciation absolue de la part de l'Église. Léon XIV assume pleinement cette rencontre, sans doute aussi parce qu'il est américain, entre la tradition catholique et les valeurs libérales.

C'est extrêmement précieux, parce que cela nous rappelle que nous ne sommes pas simplement dans un affrontement entre une droite prétendument réconciliée et une gauche prétendument revendicatrice. Nous sommes en présence de deux droites et de deux gauches, et la droite modérée et la gauche modérée ont en commun la volonté d'organiser la cité sur un mode de concertation et de rapprochement, autour de l'État de droit, du multilatéralisme et de toutes les valeurs que vient de rappeler le pape. Cette spécificité, jusqu'à présent, les représentants du Bloc central n'ont absolument pas réussi à la faire passer dans l'opinion française.

Sur le plan européen, cela s'inscrit dans une interrogation fondamentale :

l'Europe est-elle fille de l'Histoire, c'est-à-dire de racines et d'héritages, notamment religieux, ou est-elle fille du contrat ? C'est exactement le même problème que pour la nation. Certains ont considéré que la France n'existait pas avant 1789 et que seul le contrat social la fondait ; d'autres répondaient que mille ans de construction capétienne avaient fait la France. Jules Ferry avait su réconcilier la tradition du contrat, du progrès et de la liberté avec l'acceptation de l'héritage. C'est aussi ce que fait Léon XIV : il prend l'ensemble. Il assume l'Histoire, les racines chrétiennes, mais sans les présenter comme exclusives puisqu'il évoque aussi les héritages grec et romain. L'Europe est fille de l'Histoire, mais elle est en même temps liée à des valeurs très fortes. L'identité et l'unité européennes reposent sur ces deux dimensions.

Enfin, il est l'un des rares à avoir développé une véritable conception des institutions européennes. C'était le sens de son hommage, à Metz, à Robert Schuman et à l'idée fédérale. J'appartiens à ceux qui estiment qu'on ne peut pas construire une Europe unie sans construire un objet politique clairement identifiable par nos concitoyens : quelque chose qui ait des frontières, des institutions, des objectifs précis et un partage des responsabilités entre le niveau national et le niveau européen. Depuis le référendum négatif sur la Constitution européenne, on refuse de poser ce problème. On essaie de construire l'Europe au fond d'un tunnel, sans jamais nous dire ce qu'elle est, d'où elle vient, comment elle fonctionne et quels sont ses objectifs. Le pape nous l'a rappelé, et ça fait du bien.

Nicolas Baverez :

Nous avons vécu un paradoxe. À un moment critique de l'histoire, où l'Europe est très affaiblie, très vulnérable, et où les États-Unis en ont fait la cible principale de leur guerre culturelle, commerciale, économique, financière, stratégique et politique, c'est un pape américain qui est venu nous expliquer que l'Europe n'appartenait pas au passé, mais pouvait jouer un rôle important dans l'histoire

du XXI^e siècle. Le choix de Metz n'allait pas du tout de soi. Beaucoup d'autres lieux auraient pu être importants. Metz, c'est le choix symbolique d'une terre extrêmement disputée, aux confins de la France, de l'Allemagne et du Luxembourg, qui a été au cœur des grandes guerres depuis 1870. Derrière Metz, il y a donc le choix de l'Europe, ce qui marque une rupture complète avec le pape François. Je me rappelle qu'à Strasbourg, en 2014, François avait décrit l'Europe comme une grand-mère fatiguée et stérile. Il voulait être le pape du Sud et des périphéries, en opposition au Nord et à une Europe qu'il estimait appartenir au passé et qui symbolisait par ailleurs les puissances coloniales.

L'autre chose très intéressante, c'est que Léon XIV est le dépositaire de l'Amérique de 1945, une Amérique qui avait compris que ses intérêts passaient par la stabilité du monde, la défense d'un capitalisme régulé et de la démocratie. Regardons maintenant le message et la méthode. Le message est très clair. Le pape a prononcé des discours très forts sur une Europe réconciliée, unie et forte. Il nous a dit d'abord : « *l'Europe n'est pas une géographie, c'est une histoire, une culture et un esprit.* » Ensuite, il a rappelé la singularité de cette construction : c'est la première fois que des nations souveraines s'unissent et que cette unité ne se fait pas autour de la domination et de la force, mais autour du droit et du commerce. Plus original encore, il a expliqué qu'aujourd'hui, dans un monde qui bascule de plus en plus du côté des tyrans et des autocrates, l'Europe avait une occasion unique d'incarner un certain nombre de valeurs. Ces valeurs procèdent d'une très longue histoire, mais elles sont finalement assez récentes : la liberté, la démocratie, la raison, le sens de la mesure.

Sur la démarche, je m'écarterai de Jean-Louis Bourlanges. Le pape n'a jamais parlé d'institutions. S'il a surpris par le succès de sa visite, c'est qu'il s'est situé sur deux plans : les valeurs et les hommes. Les valeurs, nous venons d'en parler. Pour les hommes, il y a le choix de Robert Schuman et l'insistance sur saint Benoît, avec une vision historique aussi juste que peu connue. Si l'on regarde le laboratoire profond du capitalisme et de la démocratie, on trouve les grands

ordres monastiques. C'est la première fois que, dans des organisations, apparaît par exemple le principe « *un homme, une voix* ». En mettant l'accent sur Robert Schuman, Léon XIV a choisi quelqu'un qui, après des expériences extrêmement douloureuses, a pratiquement consacré sa vie à la réconciliation franco-allemande puis à l'invention d'une construction européenne fondée sur des principes novateurs. C'est pour moi l'une des raisons du succès de ce voyage : il n'est pas venu faire la leçon, comme pouvait le faire le pape François. Il a parlé de valeurs et il a parlé des hommes.

Il y a évidemment des points sur lesquels on ne peut pas le suivre. Quand il fait l'éloge d'une paix désarmée, dénonce le réarmement comme une illusion et condamne la dissuasion nucléaire, dans le monde de Poutine, Trump, Xi, Erdoğan et des mollahs iraniens, on ne peut pas le suivre sur ce terrain. En revanche, il a dit trois choses très justes. D'abord, le diagnostic : au fond de notre époque, il y a le retour de la guerre. C'est véritablement la contamination de la violence, l'extension du domaine de la guerre. Et, au-delà des problèmes de réarmement, il a raison de rappeler que la paix est aussi un état d'esprit, et pas seulement une question de réarmement ou de dissuasion. Face à cela, il met deux choses en avant : les valeurs et les hommes. La première est ce qu'il appelle le respect de la dignité humaine, qui ne se mesure pas et ne se dispute pas. C'est véritablement ce qui fait le fondement de l'Europe. La seconde, c'est le libre arbitre. Là encore, il a raison : il ne prétend pas une seconde que ce sont les institutions européennes qui vont protéger la liberté et la raison dans le monde d'aujourd'hui. Il en appelle à la responsabilité et à l'engagement individuels. C'est ce qui a fait la force de cette visite. Ces messages sont politiques, mais ils s'inscrivent dans un discours profondément spirituel, qui n'est jamais tombé dans la tentation identitaire.

Antoine Foucher :

Je suis en partie d'accord et en partie en désaccord avec ce qui vient d'être dit.

Je voudrais distinguer deux dimensions dans le discours du pape : d'abord ce qu'il dit de notre histoire, de notre héritage, de notre dette, en somme *ce que nous sommes* ; ensuite, ce qu'il dit de *ce que nous devons être*.

Sur le premier point, il rappelle l'immense dette culturelle de l'Europe à l'égard du christianisme. C'est une évidence, et il faudrait qu'on l'enseigne aussi à l'école de la République, plutôt que de laisser au seul pape le soin de le rappeler. Ce que nous sommes anthropologiquement, notre passion de l'égalité et de l'universalité, notre attachement à la dignité de la personne humaine, tout ce qui aujourd'hui nous rassemble très largement, la République ne l'a pas inventé : elle n'a fait que le laïciser. L'idée d'égalité vient, comme le pape l'a rappelé, de l'égalité devant la grandeur de Dieu : Dieu est tellement grand qu'il égalise tous les hommes.

L'universalité, l'idée qu'il existe une seule communauté humaine, vient elle aussi de la grandeur de Dieu. C'est la première fois qu'une religion fait cette proposition à l'humanité, et c'est une spécificité du christianisme. La France a repris l'idée d'universel, mais elle ne l'a pas inventée. Quant à la dignité de la personne humaine, Dieu s'étant fait chair et homme, il confère une dignité à chacun. Il existe donc une dette immense de l'Europe à l'égard du christianisme. Nous autres Européens sommes tous des chrétiens, même si nous ne le savons pas et même si nous sommes athées. Le pape a eu raison de le rappeler. Sur ce que nous *sommes*, il a fait œuvre de pédagogie.

Là où je ne le suis plus du tout, c'est lorsqu'il commence à nous dire *ce que nous devons être*. Je suis d'accord avec Nicolas : il n'a absolument pas versé dans le christianisme identitaire. Mais il n'a pas non plus proposé ou esquissé — et, en un sens, tant mieux — la manière dont nous devons nous positionner face aux grands problèmes éthiques et politiques de notre temps. Je prendrai trois exemples.

Le premier concerne la laïcité. Il a défendu la position assez classique de l'Église selon laquelle la laïcité ne consiste ni à exclure les religions de l'espace public ni à les priver de leur liberté d'expression. C'est vrai, mais dans une certaine

mesure. Toute la politique réside ensuite dans ce « *dans une certaine mesure* ». Si l'on pousse le principe jusqu'au bout, on ne peut par exemple pas interdire l'abaya dans l'espace public. Or la vraie vie politique, beaucoup moins noble que les principes, consiste précisément à combiner des principes différents. Sur ce point, le pape rappelle la position de l'Église, mais elle ne peut pas être entièrement suivie pour organiser notre vie commune.

Deuxième exemple : ce qu'il a dit à propos de la Russie (sans la nommer, même si tout le monde a compris) lorsqu'il explique que la paix nécessite toujours des compromis, y compris territoriaux. Il a également rappelé à plusieurs reprises cette position éthique qui consiste à ne pas privilégier la vengeance lorsqu'on est humilié, à tendre l'autre joue lorsqu'on a été giflé. Mais cela ne fonctionne pas face à la Russie, à la Chine ou aux États-Unis de Trump : il *faut* que nous nous défendions. Cette position est respectable et noble, mais on retrouve ici la distinction entre éthique de *conviction* et éthique de *responsabilité*. Avec l'éthique de conviction, vous restez aligné avec vous-même ; mais vous ne faites pas une politique et vous finissez par vous faire détruire par ceux qui veulent vous détruire. Il nous faut donc une éthique de responsabilité.

Le troisième exemple, sans doute le plus difficile, concerne tout ce qu'il a rappelé sur la fraternité. C'est précisément là que nous, Européens, n'arrivons pas pour l'instant à nous en sortir : nous devons recréer une forme de préférence européenne et d'amour européen qui nous permette de nous défendre dans ce nouveau monde. Nous sommes des chrétiens, donc universalistes et ouverts à l'ensemble de l'humanité. Mais, dans le monde du XXI^e siècle, il nous faut aussi une forme de préférence européenne pour pouvoir nous défendre. Or je ne la trouve pas dans les discours du pape, alors que c'est exactement ce dont nous avons besoin.

Je terminerai par une petite provocation, dans le prolongement de ce qui a été dit sur le contrat. Nous sommes des *héritiers* : la démocratie elle-même est un héritage du christianisme, et le principe « *un homme, une voix* » en est un autre.

Nous sommes donc ouverts à l'ensemble de l'humanité. Mais si nous voulons faire une nation et un continent européen, il faut mettre un peu de judaïsme dans le christianisme : introduire un peu de particularité pour pouvoir rassembler, poser des frontières et construire une démocratie dans laquelle nous choisissons un destin *particulier*, tout en restant ouverts au reste de l'humanité.

DIX ANS, DIX BUDGETS : UN BILAN

Introduction

Philippe Meyer :

Dès son arrivée au pouvoir, en 2017, Emmanuel Macron a mis en œuvre une politique de l'offre avec des baisses d'impôts pour stimuler la croissance et le tissu productif de l'Hexagone. À l'époque, la dette au sens de Maastricht n'avait pas encore franchi le seuil des 100 % du produit intérieur brut (PIB). Et le déficit était inférieur à 3 % de la richesse nationale.

La politique fiscale du président a engendré, durant la période 2018-2023, une baisse d'impôts (ménages et entreprises) d'une hauteur de 62 milliards d'euros (2,2 points de PIB), selon la Cour des comptes. Mais, revers de la médaille, les gouvernements successifs n'ont pas réalisé, en parallèle, suffisamment d'efforts sur la dépense publique. À cette négligence, s'est ajoutée une succession de crises : Gilets Jaunes, Covid, invasion de l'Ukraine, guerre en Iran. Si ces crises ont alourdi la facture, cependant les choix fiscaux ont également pesé : l'OFCE estime que les décisions durables non financées ont dégradé le déficit structurel. D'autant qu'après la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024, sans majorité, les votes des projets de loi de finances ont viré au chaos et les gouvernements se sont succédés, sans redonner confiance aux milieux économiques.

Partie de 98,4% du PIB en 2019, la dette française frôle désormais les 120% du PIB avec 3.595,5 milliards d'euros, tandis que le déficit des administrations peine à redescendre sous la barre des 5%. L'an prochain, la dette publique française devrait atteindre 121,7% du PIB, selon les prévisions du gouvernement. Un record historique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La France est

aujourd'hui le troisième pays le plus endetté dans la zone euro, après la Grèce et l'Italie, qui emprunte à un taux inférieur au notre - aujourd'hui 4,7% - ce qui alourdira encore le budget 2027. La dégradation des finances publiques française ne passe pas inaperçue en Europe.

Pour le dixième et dernier budget de l'ère Macron, le Premier ministre doit faire face à l'envolée des prix de l'essence qui fait repartir l'inflation, à une dette publique à un plus haut historique, sans oublier les tensions internationales. Présenté jeudi, le budget 2027 devrait se traduire par un effort de 43 milliards d'euros. Des économies qui seront en partie absorbées par la charge de la dette. Selon le Haut Conseil des finances publiques, le projet de Sébastien Lecornu repose sur une série d'hypothèses optimistes. Alors que la mobilisation des lycéens dans la rue s'accroît et, comme l'avait écrit Edgar Morin au printemps 1968, « *se radicalise et se torréfie* » les crédits de l'Éducation nationale qui devraient s'élever à 64 milliards d'euros, soit une augmentation des ressources de 1,2 milliard d'euros paraissent sans rapport avec une réaction qui laisse impuissants le gouvernement et les partis.

Nicolas Baverez :

Cette émission est bien construite : après l'espérance et la renaissance de l'Europe, on passe au naufrage français, avec le budget 2027 qui clôt l'ère Macron. Regardons d'abord ce budget. Pourquoi peut-on véritablement parler de « kamikaze » ? D'abord parce qu'il est insincère. Je rappelle les hypothèses : une croissance de 1 %, alors que nous n'atteindrons pas 0,5 % ; une inflation à 1,8 %, alors qu'elle est à 3 % en septembre ; un baril de pétrole à 80 dollars, alors qu'il dépasse 100 dollars ; des taux à 4,3 % en 2027, alors qu'ils sont aujourd'hui à 5 %. C'est donc un budget qui n'a aucun rapport avec le réel.

En revanche, il persiste dans l'erreur : augmentation des dépenses de 0,6 %, augmentation des effectifs de la fonction publique de 6 800 postes, augmentation des impôts de 10 milliards d'euros alors qu'ils ont déjà fait entrer l'économie française en récession, record de prélèvements obligatoires à 44 % du PIB, déficit à 5 %, le plus élevé de la zone euro, et dette qui va atteindre 122 % du PIB. C'est un suicide budgétaire. C'est aussi un suicide économique, puisqu'on bloque tous les facteurs de l'activité. La consommation était déjà déprimée et les consommateurs vont en plus subir la hausse des taux. Le travail est pénalisé par des prélèvements supplémentaires sur les salaires. L'investissement va être laminé par la hausse des taux et l'absence de confiance. Quant aux exportations, c'est la troisième année que l'on va prélever autour de 20 milliards sur les entreprises. Le résultat est là : il n'y a plus de production, plus d'investissement et plus d'exportations.

Tout ceci nous mène méthodiquement, contrairement à ce que prétend ce budget de redressement, vers un choc financier. Nous sommes déjà en crise financière, mais nous allons maintenant au choc, à cause de l'ampleur de la dette. Avec des taux à 5 % et une croissance nominale autour de 3 %, les taux d'intérêt sont

pratiquement le double de la croissance nominale. C'est exactement la situation qu'a connue l'Italie. Je rappelle les chiffres : 120 % du PIB de dette, 7 % de taux d'intérêt et 150 points de base d'écart avec l'Allemagne. Aujourd'hui, la France est à 120 % du PIB de dette, 5 % de taux d'intérêt et 150 points de base d'écart avec l'Allemagne.

Il va falloir émettre 340 milliards d'euros de titres l'an prochain. Or les investisseurs institutionnels se délestent de la dette française. Si l'on ajoute les titres détenus par la BCE, 80 % de la dette se trouve aujourd'hui entre les mains d'acteurs privés : nous sommes donc complètement entre les mains des marchés. Parallèlement, le système politique est paralysé. Nous envoyons méthodiquement tous les signaux pour que les marchés s'inquiètent.

C'est l'aboutissement de l'échec d'Emmanuel Macron. Une politique économique se juge à ses résultats lorsqu'on est au pouvoir pendant dix ans. Regardons-les. La démographie s'est effondrée : nous sommes passés de 2 à 1,56 enfant par femme. La croissance potentielle plafonne à 0,5 %. La productivité stagne depuis dix ans, sans aucun gain. On nous parle de réindustrialisation, mais nous ne produisons plus que 36 % des biens industriels que nous consommons. Notre part dans le commerce mondial est inférieure à 10 %. Le PIB par habitant est désormais inférieur de 7 % à la moyenne de l'Union européenne. Sur ces dix années, la dette aura augmenté de 1 500 milliards d'euros, sans avoir été consacrée à l'investissement : un tiers est allé au pouvoir d'achat, un tiers à l'État sans aucune réforme et un tiers au modèle social.

Voilà où nous en sommes. Les citoyens français devront désormais trancher : soit nous décidons de mener nous-mêmes les réformes, avec une thérapie de choc qui sera extrêmement dure ; soit elles nous seront imposées de l'extérieur, et ce sera plus dur encore. Je rappelle simplement ce qu'ont représenté les ajustements ailleurs : moins 20 % du PIB en Grèce, moins 8 % en Espagne, moins 5 % au Portugal. Voilà où nous nous trouvons après dix ans de macronisme.

Michaela Wiegel :

Nous sommes effectivement passés très vite de l'espérance au désespoir. Et malheureusement, la comparaison entre la France et l'Allemagne ne fait qu'assombrir le tableau catastrophique que Nicolas vient de dresser. Lorsqu'on nous demande de faire le bilan de presque dix ans de macronisme, il faut se rappeler qu'au départ, tout était possible.

François Hollande avait laissé une maison, je ne dirais pas en meilleur état, mais tout de même à peu près en ordre. En 2016, le déficit était inférieur à 3 %, la France pouvait espérer sortir de la procédure de déficit excessif et la dette était encore sous la barre des 100 % du PIB. La promesse faite à l'époque par Emmanuel Macron à Angela Merkel était claire : *« vous, les Allemands, vous bougez sur l'endettement en commun ; moi, Emmanuel Macron, j'assainis les finances françaises »*.

L'Allemagne a effectivement bougé sur l'endettement en commun lors de la pandémie. Mais en France, cette période a fait tomber toutes les restrictions concernant la dette et le déficit. Depuis, les promesses sont restées vaines. J'ai regardé à nouveau le projet de « règle d'or » de Nicolas Sarkozy en 2011. Il est assez frappant de constater que non seulement cette règle n'a finalement pas été adoptée, mais que même l'obligation légale et constitutionnelle de respecter les objectifs fixés dans les programmations pluriannuelles des finances publiques n'a jamais été respectée

Pour l'avenir, le problème ne se pose pas seulement au niveau national. La question est aussi de savoir si la France veut continuer à être respectée par ses partenaires européens. Dans ce cas, comme tous les autres pays, elle ne peut pas présenter un budget en considérant qu'un déficit de 5 % constituerait déjà une formidable performance : elle doit véritablement s'orienter vers les 3 %. On voit de plus en plus que cette règle n'était pas tombée du Saint-Esprit, mais constituait une mesure raisonnable pour éviter de tomber dans le piège de

l'endettement.

Car, quoi qu'il arrive désormais, le premier poste du budget français est le service de la dette. Et c'est tout de même assez triste pour ce beau pays qu'est la France.

Antoine Foucher :

Comme je me doutais que Nicolas allait instruire le procès du président en accusation, je ne vais pas me faire son avocat, mais essayer d'être le procureur qui élargit un peu la cible. Car, quand on regarde le bilan sur dix ans, c'est évidemment un échec. Et comme il y avait de l'espoir, c'est non seulement un échec, mais un gâchis. Macron a été élu avec une dette autour de 100 % du PIB et rend la France avec une dette à 122 %. Le service de la dette était de 20 milliards d'euros par an à son arrivée ; il sera de 90 milliards à son départ. Nous allons donc consacrer au service de la dette plus que l'équivalent du budget de l'Éducation nationale.

Mais qu'ont fait ses prédécesseurs ? Et, derrière eux, qui est responsable de ce qui se passe depuis cinquante ans ? Macron, c'est environ 20 points de dette supplémentaires en dix ans. François Hollande a pris le pays avec une dette à 92 % du PIB et l'a rendu autour de 100 %, soit 9 points en cinq ans. C'est donc un peu mieux que Macron. Nicolas Sarkozy est le pire des cinq derniers présidents : il prend le pays à 67 % et le rend à 92 %, soit 25 points en cinq ans, 5 points par an. Jacques Chirac le prend à 58 % et le rend à 67 %, soit 9 points en douze ans : moins d'un point par an, ce qui en fait le « meilleur » des cinq derniers présidents, ou disons le moins mauvais. François Mitterrand, enfin, prend le pays à 21 % et le rend à 58 %, soit 37 points supplémentaires en quatorze ans, environ 2,6 points par an.

Si l'on classe les présidents selon ce seul critère — il y en a évidemment d'autres —, Macron se trouve donc au milieu. Il n'est pas *du tout* le pire. Il faut se rappeler que l'endettement de la France est une constante qui ne date absolument pas

d'Emmanuel Macron et qui a été pire avant lui.

Cela ne nous rassure pas du tout, car il faut regarder à quoi cet endettement a servi depuis cinquante ans. Notre dernier budget à l'équilibre date de 1974.

Depuis, nous dépensons 11 points de PIB de plus chaque année. Pas pour l'école, pas pour les transports, pas pour la sécurité, pas pour la justice, pas pour la défense : sur ces 11 points, 9 ont servi à allonger la durée de la retraite et à améliorer le niveau de vie des retraités.

Par rapport à l'Allemagne, pour reprendre ce que disait Michaela, nous dépensons ainsi chaque année 3 à 4 points de PIB supplémentaires pour financer la durée et le niveau de vie des retraités. C'est bien de s'en prendre au président : nous, Français, nous le faisons à chaque quinquennat, à chaque mandat. Mais tant que nous, Français qui travaillons, ne voudrons pas travailler plus longtemps, et que nous, Français retraités, ne voudrons pas avoir le même niveau de vie à la retraite que les autres retraités européens, nous continuerons à nous endetter. Et nous ferons exactement la même émission dans cinq ans avec un nouveau président.

Jean-Louis Bourlanges :

Je suis tout à fait d'accord avec Antoine sur la nécessité de poser le problème dans toutes ses dimensions. La focalisation sur Emmanuel Macron, qui a certainement commis de lourdes erreurs, comme l'a rappelé Nicolas, est extrêmement commode. En réalité, quand je regarde ce qui se passe actuellement, je vois deux crises : une crise budgétaire et financière extrêmement sérieuse, et une violence scolaire également très impressionnante.

Ces deux crises ont un lien : elles sont des réactions à des situations structurellement mauvaises. La situation budgétaire résulte d'une contradiction profonde entre les attentes des Français, légitimes et compréhensibles, et qui portent sur des droits acquis — les services, les moyens, les subventions, tout ce qui a fait le bonheur de l'État-providence — et la réalité à laquelle nous sommes

confrontés. Parmi ces droits acquis, il en est un qu'Antoine a beaucoup étudié dans ses deux livres récents : le droit à l'espérance, c'est-à-dire la conviction que demain sera mieux qu'aujourd'hui.

Or nous sommes dans une situation où rien n'est acquis, ni l'espérance ni les droits. Nous subissons un ensemble de pressions internationales, écologiques, militaires, géopolitiques, sociales et culturelles qui font que tout cela nous échappe. C'est particulièrement frappant dans la crise scolaire : on peine à voir quelle pourrait être la matière d'une négociation avec les élèves. Certains disent que les toilettes ne fonctionnent pas, d'autres qu'il fait trop chaud pendant les canicules, d'autres encore qu'ils sont restés deux mois sans professeur. Tout cela est juste et vrai, mais ce sont les dysfonctionnements d'un système hypercentralisé, hyperbureaucratisé, hyperuniformisé, qui ne peut globalement plus répondre aux attentes d'une jeunesse confrontée aux temps qui viennent. Nous avons donc des problèmes structurels. Comment les Français les abordent-ils ? De trois manières. La première, c'est la recherche d'un bouc émissaire. C'était Macron, c'est toujours Macron, mais désormais l'ensemble des dirigeants des partis traditionnels sont frappés d'une demande de dédagisme : il faudrait qu'ils s'en aillent tous, au profit de LFI à gauche ou du Rassemblement national à droite. C'est, comme dirait Oscar Wilde, la rage de Caliban ne reconnaissant pas son image dans le miroir. Ces dirigeants médiocres, faibles et fragiles sont aussi le miroir des attentes des Français et de notre incapacité collective à y répondre. La réforme des retraites l'a très bien montré. C'était la seule grande initiative prise ces dernières années par le président de la République. Elle pouvait évidemment être critiquée, et ce n'était pas une très bonne réforme, mais elle a fait l'objet d'une dénonciation de caractère presque religieux : il fallait la renvoyer dans les ténèbres. Nous étions dans un système de déni, auquel répond la mise en cause des dirigeants.

La deuxième réponse, ce sont les procédés magiques : on demande, on exige. Nous sommes dans cette situation extraordinaire où, face à une crise des

moyens financiers, les revendications consistent systématiquement à demander des moyens supplémentaires. Or, puisque nous avons déjà une forte pression sur les finances publiques, le véritable problème est de savoir comment allouer les moyens dont nous disposons.

La troisième réponse, la plus grave, c'est la violence. À partir du moment où le réel résiste à la magie, la réaction devient : je casse tout. Et nous en sommes là.

En conclusion, je pensais à la formule « ni trop tôt, ni trop tard ». Tout cela intervient à un moment assez étonnant. Mélenchon, grand-prêtre de la conflictualité, apprenti sorcier de la révolte, se retrouve en quelque sorte prisonnier de la situation parce qu'elle vient trop tôt pour lui. Il veut créer des logiques d'affrontement en France, mais si elles éclatent trop tôt, elles risquent de compromettre sa campagne présidentielle et de bouleverser ses plans. Pour Marine Le Pen, au contraire, cette situation peut être utile : elle pourra le moment venu invoquer la nécessité d'une grande politique de salut public, oublier une partie des sottises qu'elle a racontées jusqu'à présent et proposer une réconciliation nationale qui pourrait s'étendre jusqu'à M. Retailleau et sans doute M. Ciotti. Cela lui permet de se placer dans une position de rassemblement. La troisième catégorie intéressante, c'est Édouard Philippe, comme symbole du Bloc central. Car le choix actuel se situe entre deux options. D'un côté, le dédagisme : *« on n'en veut plus, on les a tous eus, ils ont tous échoué, mieux vaut du nouveau, quitte à ce que ce soit extrême. »* C'est la logique des deux extrêmes. De l'autre, le sérieux : regarder les problèmes en face. Pour la première fois, Édouard Philippe est sorti du bois en défendant quelque chose d'impopulaire mais de logique — même si l'on peut en discuter techniquement — en disant : *« on ne peut pas se permettre de continuer comme ça. »*

C'est un appel au sérieux qui répond à l'inquiétude d'une partie des électeurs raisonnables, notamment dans la bourgeoisie de ce pays, qui souhaitent avant tout quelqu'un de sérieux. Toute la question est donc de savoir si ce sérieux peut redonner une légitimité à une offre venant d'Édouard Philippe et, plus

généralement, du Bloc central, ou si les violences lycéennes vont au contraire réhabiliter une solution fondée sur le déagisme. C'est cette lutte qui se joue aujourd'hui : le sérieux d'un côté, le déagisme de l'autre avec, au milieu, comme un petit bouchon au fil de l'eau, le Premier ministre.